

## **UNION SOVIÉTIQUE, EUROPE CENTRALE ET EUROPE DE L'EST**

Le Canada appuie sans partage la réforme politique et économique en URSS, en Europe centrale et en Europe de l'Est. Dans cette optique, une série de réunions bilatérales de haut niveau, d'entrepris commerciales et d'échanges culturels ont été conçus en vue de multiplier les contacts et de consolider davantage les relations.

En novembre 1990, un secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada s'est rendu pour la première fois en République fédérative tchèque et slovaque; M. Clark s'est ensuite rendu immédiatement en visite de travail en URSS. Le Canada a accueilli un grand nombre de dignitaires de cette région, dont le président Gorbatchev et le ministre des Affaires étrangères Chevardnadze de l'URSS, le président Havel de la République fédérative tchèque et slovaque et le président Landsbergis du Conseil suprême de Lituanie.

Suivant le rythme de la décentralisation en URSS, le Canada a augmenté sa représentation en nommant un consul général à Kiev, en janvier 1991.

Les 14 accords conclus par le Premier ministre, en novembre 1989 lors de sa visite en URSS, ont abouti à de nombreux échanges profitables aux deux pays signataires. À ce chapitre, on signale les progrès réalisés par les groupes de travail mixtes sur l'environnement dont les efforts se concentrent dans les régions septentrionales du Canada et de l'URSS. Par ailleurs, des autochtones des deux pays se sont réunis afin de discuter de leurs problèmes et de leurs intérêts communs et de trouver des solutions communes.

L'événement marquant du Programme d'échanges militaires a été la visite de trois navires canadiens à Vladivostok, port soviétique du Pacifique, qui constitue une première pour une marine occidentale depuis 1936. L'Accord sur la coopération policière connaît un vif succès; l'Union soviétique a été admise à Interpol à l'occasion de la conférence tenue à Ottawa en 1990.

À la suite de l'assassinat de civils par des militaires soviétiques en Lituanie et en Lettonie, en janvier 1991, le Canada a suspendu son offre d'aide technique à l'URSS de même qu'une nouvelle ligne de crédit de 150 millions de dollars, consentie par la Société pour l'expansion des exportations (SEE) en vue de l'achat d'aliments. En plus de ces sanctions économiques, le Canada a invoqué le mécanisme de la dimension humaine, issu de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, comme il l'a fait pour manifester son opposition à la répression politique à Kosovo, Yougoslavie, en 1990.

## **GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EUROPE CENTRALE ET L'EUROPE DE L'EST**

Le Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est a été mis sur pied en juillet 1990. Assurant la relève de l'ancien Programme de coopération avec la Pologne et la Hongrie, le Groupe est l'élément central des mesures prises par le Canada pour appuyer l'instauration d'économies de marché et la démocratisation dans les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, où la réforme bat son plein. Le Groupe de travail administre un programme d'aide technique d'une valeur de 35 millions de dollars, coordonne des projets lancés par les secteurs public et privé et facilite la mise en place de liens politiques et économiques globaux avec cette région.

Ouvrant en étroite collaboration avec l'unité de coordination du G-24 (voir glossaire), le Canada a mis en cours quelque 120 projets d'aide technique qui visent principalement les secteurs prioritaires que sont l'agriculture, la formation des gestionnaires, l'énergie, l'environnement, le droit et la privatisation. De plus, des programmes d'aide ont été mis sur pied en Hongrie, en Pologne et dans la République fédérative tchèque et slovaque, lesquels sont conçus pour répondre aux besoins pressants des pays bénéficiaires en mettant à contribution les compétences canadiennes voulues dans les secteurs public et privé, dans le secteur du bénévolat et dans les universités.

Les faits saillants de l'année écoulée comprennent l'appui accordé à un projet de formation syndicale lancé par le Congrès du travail du Canada, et qui s'adresse à la main-d'oeuvre féminine en Pologne, de même qu'une mise de fonds de 1,8 million de dollars destinée à la création de centres de formation linguistique à l'intention des enseignants polonais. Grâce à ce dernier programme, 55 enseignants canadiens donneront des cours d'anglais et de français pendant les trois prochaines années. Le Gouvernement du Canada a versé 450 000 \$ au Centre international de gestion, situé à Budapest, qui est la première école privée de gestion en Europe centrale et en Europe de l'Est, et qui est actuellement dirigée par un doyen canadien. Le Canada a également offert un appui financier à l'Association des collèges communautaires du Canada, qui aidera la Hongrie à recycler sa main-d'oeuvre, notamment par la fondation d'un collège hongrois de l'accueil et du tourisme et d'une école de communications et de journalisme.